

# Aux Etats-Unis, la révolution éducative des charter schools

François Hauter

22/07/2009 | Mise à jour : 19:01 | Commentaires 21 | [Ajouter à ma sélection](#)



Les élèves de la «charter school» Haynes, à Washington, travaillent en petits groupes. Ils échantent avec leur enseignant dans une ambiance informelle, l'important n'étant pas la note mais le travail d'équipe. (Stephen Voss pour Le Figaro) Crédits photo : Stephen Voss

**VOYAGE DANS L'AMERIQUE D'OBAMA (10) - À Washington, prenons le temps de visiter les écoles. Savoir comment sont formés les petits Américains est le meilleur moyen de comprendre les États-Unis. Au moment où Barack Obama fait du redressement de l'enseignement public une priorité de son mandat, une révolution pédagogique se prépare dans certains établissements.**

» [Retrouvez toutes les articles de François Hauter sur l'Amérique d'Obama](#)

» **Précédent article :** [«Dans les arcanes secrètes de Washington»](#)

Je me suis souvent demandé, au cours de ce voyage, ce qui rendait les Américains aussi optimistes, polis, et respectueux les uns envers les autres, même en période de récession économique. J'ai trouvé. L'an prochain, ma fille quittera le système scolaire français pour entrer

dans une école américaine. Je sais qu'elle n'apprendra pas autant de choses que dans nos lycées, mais en sortant de sa scolarité, elle sera préparée à une vie sociale harmonieuse et à travailler en équipe. Elle ne sera pas une aigrie, car ses professeurs l'auront investie d'une singulière confiance en elle-même.

J'ai visité de nombreux établissements scolaires aux États-Unis. Je le fais dans tous les pays où je passe, dès que je le peux. Les écoles me semblent être les marqueurs tangibles de la situation véritable d'une nation. Il y a toujours un lien entre l'investissement des États dans les systèmes éducatifs et leur niveau de développement.

Au Pakistan et au Bangladesh, j'ai passé un mois dans les madrasas où l'enseignement n'a pas évolué depuis trois siècles. Les enfants de millions de familles modestes y sont abandonnés aux mains de religieux ignares et obtus. C'est la volonté délibérée des «élites locales», qui investissent leurs ressources nationales dans des armées et des forces de police, c'est-à-dire dans les moyens de faire perdurer leur domination féodale. De l'Indonésie jusqu'en Haïti, on justifie ces forces pour contenir les foules, dès qu'elles se révoltent contre les injustices qu'on leur inflige.

J'ai vu des situations caricaturales, comme celle de la Corée du Nord, où les écoles servent à embrigader les enfants dans un culte à la gloire d'une dynastie de tyrans. Il y a aussi des politiques à courte vue. En Chine, l'investissement de l'État dans l'éducation est minimal. Aux parents de payer. Le résultat est lamentable. Les jeunes Chinois se ruent vers les universités américaines, canadiennes ou australiennes. La Chine offre à l'Occident ses meilleurs étudiants ! Partout, les dirigeants des pays sont obsédés par des objectifs de survie politique à court terme. La qualité des écoles n'est pas leur priorité.

### **Marginaliser les enseignants démotivés**



Denali Lander, responsable d'un programme fournissant des ordinateurs aux étudiants, s'exprime devant les élèves d'une charter school de la Nouvelle Orléans. Crédits photo : ASSOCIATED PRESS

Aux États-Unis, je découvre avec stupéfaction qu'en ce domaine, les problèmes sont semblables aux nôtres. Les bureaucraties régulant les systèmes scolaires, qu'elles soient locales ou fédérales, sont devenues des «mammouths», pour reprendre l'expression de Claude Allègre. Une révolution balaye cependant l'école publique américaine depuis quinze ans. C'est celle des charter schools.

Le mouvement n'a ni leader charismatique ni réelle structure. Son principe est simple. Il s'agit de marginaliser les enseignants du public qui se contentent de faire du gardiennage ou le service minimum pendant leurs cours, en libérant la créativité des autres profs les dynamiques et les entrepreneurs du corset de leur administration de tutelle. Le mode de fonctionnement est élémentaire lui aussi : les autorités dépensent entre 12 000 et 50 000 dollars (pour les élèves handicapés) par an et par enfant. Si l'élève change d'école, cette somme le suit. Les charter schools reçoivent cet argent pour chaque élève, à l'égal des écoles publiques.

Pour être subventionnées, elles ont des obligations. Elles doivent être des associations à but non lucratif, gratuites et ouvertes à tous. Elles ne peuvent être que laïques. Pour le reste, elles organisent leur enseignement comme elles l'entendent. Elles sont dégagées de toute tutelle administrative. On ne les juge que sur les résultats scolaires obtenus.

«Durant les années 1980, explique Malcolm Peabody, président de l'association Les amis du libre choix dans les écoles urbaines, toutes les tentatives pour réformer les écoles ont raté. Elles ont été coulées par la bureaucratie de l'enseignement public et des syndicats de professeurs. Quand la bureaucratie exerce un contrôle sur les écoles, c'est un désastre. En 1991, un groupe de Minneapolis a eu l'idée de détacher les écoles de la bureaucratie. Quarante-trois États sur cinquante ont adopté une législation allant dans ce sens.»

## **Une chance de promotion sociale offerte aux défavorisés**

Bien des fondateurs ou directeurs de ces écoles sortent des universités les plus prestigieuses du pays (Harvard, Princeton, Yale...) ou de l'enseignement public. Je suis impressionné par leur enthousiasme vis-à-vis de leurs quartiers. Anne Herr a fondé l'école Capital City, à Washington. Elle explique : «Des communautés entières ont sombré là où la population est la plus pauvre, parce que les profs campaient sur leurs avantages acquis, ne voulaient pas rallonger leurs horaires de travail, les adapter, ou aller discuter avec les familles. La culture de la rue était devenue plus forte que celle de l'école et de la famille. Les enfants se droguaient parce qu'ils étaient hors de tout contrôle.»

Les Américains les plus aisés échappent à la médiocrité de l'enseignement gratuit en envoyant leurs enfants dans des private schools. Elles sont l'équivalent de nos écoles privées, en beaucoup plus cher (18 000 dollars minimum de droits d'inscription par an et par enfant). Les familles des classes moyennes et défavorisées, ne peuvent pas se les offrir. Ce sont elles qui souffrent le plus de la décomposition de l'école publique.

Elles se ruent donc vers les charter schools. Les quelque cinq mille écoles qui se sont créées sur ce modèle accueillent 1,3 million d'enfants aux États-Unis. À Washington DC, les charter schools ont déjà raflé 28 033 des 73 120 élèves du secteur public. Leurs classes ne comportent jamais plus de dix-huit élèves, les établissements sont de petite taille (250 élèves en moyenne).

Leurs résultats scolaires sont infiniment supérieurs à ceux des écoles publiques. À Washington, les jeunes Noirs ou les Latinos qui constituent 91 % des recrues des charter sortent du secondaire avec des taux de réussite en lecture et en mathématiques deux fois supérieurs à ceux des écoles publiques. Les élus sont ravis. L'État, sans dépenser un sou de plus qu'ailleurs, offre aux minorités défavorisées de meilleures chances de promotion sociale.

## Un enthousiasme communicatif



Barack Obama le 3 février dernier aux côtés d'élèves d'une charter school de Washington.  
Crédits photo : ASSOCIATED PRESS

Barack Obama a fait du redressement des écoles publiques une priorité absolue de son mandat. Les minorités sont le socle de son électorat. Il encourage les charter, même si les démocrates y sont généralement opposés. C'est le cas du maire de Washington, Adrian Fenty. Il est déchaîné contre les charter, car il a été élu avec l'appui des syndicats de professeurs. La loi prévoit qu'un poste d'enseignant des écoles publiques est supprimé par l'État fédéral chaque fois que ces écoles perdent 25 élèves. Plus de 1 200 profs du public ont donc été renvoyés dans la capitale, où près de 90 charter schools ont fleuri. La rage des lobby de l'enseignement public contre les charter est extrême.

Je visite plusieurs charter schools. Elles sont devenues des points d'ancrage dans des quartiers de la capitale des États-Unis, où il y a vingt ans l'on s'entre-tuait. Les enfants y travaillent tous les jours, samedi compris. Pas de longues vacances, même en été. Les élèves sont rarement laissés à eux-mêmes. Les profs sont payés comme dans le public. Mais leur enthousiasme est communicatif. Ces nouvelles écoles sont les leurs.

À l'école Haynes, du nom de sa fondatrice (une diplômée de l'université de Yale), j'arrive dans un gymnase très gai, en pleine «célébration de la communauté asiatique». Parents et enfants sont déguisés en Japonais, en Indiens, en Chinois... L'ambiance est chaleureuse. «Nous faisons cela une fois par mois, toujours pour une communauté différente, car nos élèves sont pour moitié des Noirs, pour un quart des Latinos, et le reste ce sont des Blancs, des Asiatiques, ils viennent de tous les pays du monde», explique Julie Green, la directrice du développement. Les enfants dansent sous la bannière de la devise de l'école qui proclame : «Be kind, Work hard, Get smart !» (soyez aimable, travaillez dur, et devenez intelligents). Les voici qui lisent ensemble. «C'est un

concours pour lire collectivement 5 millions de mots dans l'année, et ils en sont déjà à 4,7 millions de mots !», s'extasie Caroline, la mère d'un petit Chinois âgé de 9 ans. «60 % des parents ici sont au-dessous du niveau de pauvreté, leurs enfants bénéficient des programmes de repas gratuits à l'école», explique Steph, une enseignante.

## **L'important, c'est le travail d'équipe**

Le plus frappant, pour un Français, c'est l'enseignement délivré dans ces écoles. Les enfants travaillent en groupes. Ils sont de trois à cinq élèves, réunis autour de tables communes. Ils discutent, l'ambiance est aussi informelle que dans la cuisine d'une maison de banlieue à l'heure du repas. L'important n'est pas la note, mais le travail d'équipe. «À 6 ans, ils savent tous parler en public et présenter un projet», explique Dave, directeur des études à l'école Capital City.

Les dialogues entre profs et élèves sont basés sur le concept du «sandwich». Le prof débute par un compliment : «John, tu sais que j'apprécie beaucoup ce que tu fais !» Puis la remarque : «Il faudrait que tu travailles là dessus, ça pourrait être formidable !» ; Enfin, un compliment final : «J'adore travailler avec toi, merci et bravo !» Dans l'école américaine, on positive, c'est la norme. «On donne confiance aux enfants, cette confiance est primordiale pour devenir un sportif ou un entrepreneur», dit Anne Herr, la directrice de Capital City. L'école américaine fabrique des individus sûrs d'eux-mêmes et des orateurs habiles.

Les défauts de la méthode, c'est qu'elle fabrique des gens assez incultes, et aussi des menteurs et des bonimenteurs. Aux États-Unis par exemple, le bluff et le mensonge sont naturels lorsqu'on sollicite un emploi. L'important n'est pas d'être capable de faire un travail. C'est de décrocher la place. George W. Bush était sorti deux fois des États-Unis avant de devenir président. Je suis certain qu'il a imaginé pouvoir «apprendre le job sur le tas» une fois élu. Au contraire d'un Jacques Chirac, qui après des décennies d'apprentissage, a donné à l'Élysée l'impression de ne rien oser faire.

Ainsi nos deux enseignements forment-ils deux cultures radicalement opposées. En France, les remarques du genre «Non, je n'ai jamais fait cela ! Non, je ne saurai pas le faire ! Non, je n'y arriverai pas !» sont les rengaines de notre quotidien. On hésite, on tergiverse, on n'avance pas, on contrôle tout et n'importe quoi avant la moindre décision, de crainte de prendre un risque. Aux États-Unis, on se lance tête la première dans des aventures, «let's try !», essayons, l'avenir nous appartient ! Et l'on décroche la Lune.